

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Les modalités proposées conviennent à Enedis.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Enedis considère que la puissance du palier le plus proche est cohérente avec les principes applicables à tous les demandeurs de raccordement aux réseaux de distribution. En outre, elle permet de s'affranchir de la mise en place d'outils informatiques dédiés, générant des coûts pour les GRD et des délais de mise en œuvre importants, s'il fallait suivre en temps réel toutes les puissances demandées inférieures aux paliers techniques et pouvoir facturer toute demande ultérieure d'augmentation de cette puissance pour atteindre le palier.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Le développement de la mobilité électrique en résidentiel collectif est récent. Les données associées sont donc limitées. Les règles de dimensionnement sont amenées à évoluer de façon pragmatique, en fonction des retours d'expérience du foisonnement réel entre véhicules électriques et autres utilisateurs du réseau, dont les logements de l'immeuble.

Nous distinguons deux modalités de dimensionnement :

- En ce qui concerne le dimensionnement du réseau amont auquel sera raccordé la colonne, Enedis prend en compte le foisonnement entre les IRVE de la colonne, et avec les autres usagers du réseau pour définir les travaux d'adaptation du réseau amont qui pourraient être nécessaires après la mise en service de la colonne.

- En ce qui concerne le dimensionnement de la colonne et de son branchement :

§ Enedis propose de retenir un coefficient de foisonnement entre les IRVE de 0,4 ;

§ Enedis propose de ne pas prendre en compte à date de foisonnement entre les IRVE et les autres usages de l'immeuble pour ce qui concerne le branchement collectif de l'immeuble.

Compte tenu des incertitudes sur les usages du véhicule électrique et en attendant davantage d'informations issues des retours d'expérience, Enedis propose à date de retenir l'approche présentée ci-dessus pour le dimensionnement, et reste ouverte à une évolution ultérieure de ces hypothèses.

Enedis tient également à rappeler que la solution publique est une solution évolutive, qui permet l'équipement progressif des travées de la colonne en branchements individuels, au gré des demandes réellement constatées. A ce titre, cette solution présente des gages d'efficacité en investissement et en puissance par sa conception même,

ainsi que par l'échelonnement prévue des adaptations réseau dans les dispositions du préfinancement.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Enedis n'est pas favorable à la méthode proposée.

Cette méthode vise à déterminer le seuil plancher de façon à ce que les recettes supplémentaires perçues lorsqu'il s'applique compensent les déficits liés au plafonnement des quotes-parts. En d'autres termes, les copropriétés aux coûts de raccordements moindres, auxquelles le plancher s'appliquerait, financeraient les copropriétés aux raccordements les plus coûteux via un abaissement de leur quote-part.

Enedis considère que ce dispositif de socialisation des coûts entre demandeurs de la solution RPD n'est prévu ni dans la législation (article L 353-12 du Code de l'énergie), ni dans la réglementation (décret 2022-1249 du 21 septembre 2022).

Si le niveau du plancher calculé par cette méthode était trop élevé, le résultat serait par ailleurs contre-productif : une partie des copropriétés auxquelles il s'applique renonceraient à choisir la solution publique. Ces copropriétés ne contribueront donc pas au financement du raccordement des parkings aux coûts les plus élevés. L'équilibre du TURPE visé pourrait alors ne pas être atteint.

Par ailleurs, Enedis n'est pas favorable à la dissociation des seuils plafonds selon qu'ils s'appliquent aux parkings extérieurs ou intérieurs.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Enedis rappelle que le modèle de financement défini pour la solution publique prévoit une facturation initiale non négligeable pour le demandeur d'un branchement individuel sur une colonne horizontale. Cette facturation comprend la quote-part au titre de l'infrastructure collective (objet de ces plancher et plafond), le coût total lié à la réalisation de son branchement individuel - dont les travaux qui relèvent de sa responsabilité (installation du coffret de l'ordre de 600€ à date) - et le coût d'installation d'une prise renforcée ou d'une borne de recharge.

A contrario, certaines offres privées sont proposées à coût initial nul pour le demandeur, moyennant un forfait mensuel d'accès, d'entretien de l'infrastructure. Cette caractéristique sera prise en compte par les copropriétés lorsqu'elles choisiront la solution technique destinée à équiper leurs parkings, et différencie déjà structurellement l'effort financier initial entre les deux solutions.

Ainsi, Enedis estime que les niveaux de seuils planchers proposés pour la solution publique sont trop élevés. Les retenir aurait pour conséquence de surenchérir artificiellement le coût d'équipement pour les copropriétaires, ce qui orienterait trop fortement le choix des copropriétés en matière de solution technique. Le raccordement des parkings des immeubles résidentiels collectifs ne serait alors pas le résultat du choix par les copropriétés des solutions les plus adaptées pour répondre à leurs besoins.

En ce qui concerne les scénarios évoqués, le scénario 2 paraît encore moins acceptable que le scénario 1. Enedis estime qu'il concernerait un nombre trop important de clients, de l'ordre de 2 millions de clients.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Enedis n'a pas d'objection au fait que les seuils plafonds et planchers appliqués par les ELD soient majorés.

Enedis n'est en revanche pas favorable au fait que cette majoration s'applique aux raccordements de sa zone de desserte. Il apparaît en effet inéquitable que le coût de raccordement calculé pour 5% des clients serve de référence pour facturer les 95% de clients restants.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Enedis est favorable à la proposition de la CRE de ne pas appliquer le seuil plafond aux coûts des travaux si la présence d'amiante est détectée au cours du processus de raccordement.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Enedis est favorable au principe de suivi des colonnes horizontales déployées selon des modalités à définir ultérieurement et qui devront prendre en compte la faisabilité du suivi dans ses systèmes d'information et le coût d'acquisition de la donnée.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Enedis partage l'importance accordée par le régulateur à la satisfaction des utilisateurs du réseau. Elle repose sur la possibilité pour le client de disposer rapidement de son équipement et la garantie qu'il sera traité de manière équitable, quelle que soit la solution de raccordement qu'il choisit.

Plus généralement, Enedis est pleinement impliquée pour concrétiser la transition énergétique et le développement de la mobilité électrique.

Il est important de rappeler que le régulateur dispose d'outils et d'incitations déjà mis en place pour s'assurer de la performance d'Enedis en ce qui concerne les solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs autres que la solution publique au titre de la régulation incitative des raccordements individuels.

Enedis rappelle enfin que le raccordement des IRVE en résidentiel collectif est une activité récente, dont l'industrialisation a débuté récemment.

Ainsi, Enedis n'est pas favorable au fait d'étendre aux autres solutions de raccordement des IRVE les indemnités prévues par la réglementation pour le dispositif de préfinancement de la solution publique. Ce besoin pourra être ré-évalué ultérieurement.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

L'équipement des immeubles résidentiels en infrastructures de recharge doit s'amplifier considérablement pour accompagner le développement de la mobilité électrique. Il est donc important pour la collectivité de déployer les infrastructures au bon niveau, et de s'assurer que le cadre réglementaire et régulateur contribue efficacement à cet objectif. La solution publique y concourt pleinement.

Ainsi, Enedis ne partage pas le principe affiché en préambule d'orienter, voire de cantonner la solution publique « aux segments avec une faible présence des opérateurs de recharge, en particulier les parkings extérieurs ». Ce principe n'apparaît pas dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur. L'objet même des dispositions introduites dans la loi Climat et Résilience est d'apporter une nouvelle modalité de financement dans le résidentiel collectif pour permettre le développement des infrastructures de recharge de véhicules électriques, quelle que soit la solution technique.

Pour Enedis, l'objectif premier du législateur est à ce titre d'accélérer la mise à disposition de solutions de

recharge dans le résidentiel collectif, notamment avec les modalités du préfinancement. Les clients doivent donc pouvoir prendre une décision éclairée sans que le cadre réglementaire ou réglementaire ne limite leurs choix.